



PREFECTURE DE LA MOSELLE

ARRETE n°2005-AG/3-166

en date du **31 MAI 2005**

**autorisant Charbonnages de France
à procéder à l'arrêt définitif des travaux
et d'utilisation d'installations minières associées,
attachés aux concessions de mines de houille de
FAULQUEMONT, HAUTE VIGNEULLES 2, LONGEVILLE,
et SAINT-LEONARD
et prescrivant des mesures complémentaires**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code Minier ;

VU le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU l'arrêté du 30 septembre 1920 du Commissaire Général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de FAULQUEMONT des concessions de houille de LAUTERFANGEN I, II, III et IV, TRITTLINGEN I, II et IV, BAUMBIEDERSDORF VI, STEINBIEDERSDORF I, III, IV, V, et VI, REDLACH I; OBERSTEINBUSCH, FALKENBERG I, III, IV et V et de TETINGEN I ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1920 du Commissaire général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de HAUTE VIGNEULLES II des concessions de houille de ZIMMIGEN I, II, III, IV, BAUMBIEDERSDORF II, III, IV et V et OBERFILLEN I ;

VU l'arrêté du 09 novembre 1920 du Commissaire Général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de LONGEVILLE, des concessions de houille de LUBELN I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII et IX, DURCHTAL I et II et BAUMBIEDERSDORF I ;

VU la loi n°46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des exploitations de mines de combustibles minéraux solides ;

VU le décret n° 46-1563 du 28 juin 1946 instituant les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), établissement public national à caractère industriel et commercial, en application de l'article 2 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 ;

VU le décret n°47-621 du 5 avril 1947, pris en application de l'article 9 de la loi n°46-1072 du 17 mai 1946, autorisant la mutation au profit des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), des concessions FAULQUEMONT, HAUTE VIGNEULLES 2 et LONGEVILLE ;

VU le décret du 13 février 1957 instituant la concession de mine de houille de SAINT-LEONARD ;

VU l'arrêté du 24 février 2004 portant dissolution des Houillères de bassin de Lorraine et transfert de leurs activités, biens, droits et obligations à Charbonnages de France (CdF) en application de la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et divers dispositions relatives aux mines et notamment son titre II ;

VU l'arrêté préfectoral n°89-AG/1-513 du 28 août 1989 autorisant les Houillères du Bassin de Lorraine à délaissier au sens du décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié les deux puits FAULQUEMONT 1 et 2 implantés sur la concession FAULQUEMONT ;

VU la décision préfectorale n°92-AG/1- du 24 mars 1992 constatant l'établissement d'un nouvel état d'équilibre hydrostatique consécutivement à l'ennoyage des travaux souterrains de l'ancien siège d'exploitation FAULQUEMONT des Houillères du Bassin de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97-AG/1-264 du 14 août 1997 donnant acte de l'arrêt définitif d'utilisation des installations de surface du carreau de FAULQUEMONT et des trois bassins à schlamms situés à proximité, attachés à la concession de mines de combustibles solides de FAULQUEMONT ;

VU la décision préfectorale n°98-AG/3 -217 du 29 juin 1998 constatant la concentration en sulfates des eaux d'ennoyage des travaux miniers de l'ancien siège d'exploitation FAULQUEMONT des Houillères du Bassin de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n°2003-AG/3-82 du 9 mai 2003 donnant acte aux Houillères de Bassin de Lorraine de l'arrêt définitif de 240 sondages de reconnaissance attachés à diverses concessions de mines de houille dont celles de HAUTE VIGNEULLES II, SAINT-LEONARD, LONGEVILLE et FAULQUEMONT ;

VU la pétition de Charbonnages de France du 2 juin 2004, réceptionnée le 7 juin 2004, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés aux concessions de FAULQUEMONT, SAINT-LEONARD, HAUTE VIGNEULLES 2 et LONGEVILLE ;

VU le dossier technique, les recommandations et les plans fournis à l'appui de la déclaration ;

VU les observations des communes et des services de l'Etat recueillies au cours de la consultation réglementaire ;

VU l'avis émis par Charbonnages de France par courrier le 24 mai 2005 sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été soumis le 27 avril 2005 ;

VU les rapport et avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 25 mai 2005 ;

CONSIDERANT qu'il n'est pas exclu que les terrains en périphérie des puits 1 et 2 de Faulquemont fassent l'objet d'un aléa de type affaissement et que le périmètre de sécurité prévu par Charbonnages de France pourrait de ce fait s'avérer insuffisant ;

CONSIDERANT d'une part l'utilité de disposer d'un accès à l'eau du réservoir minier à des fins de suivi et de contrôle de l'évolution de la qualité de cette eau et que les conduits déjà existants attachés au Puits 1 de l'ancien carreau de Faulquemont offrent cette opportunité et, d'autre part, l'obligation de disposer de l'engagement d'un repreneur assumant les responsabilités y afférentes ;

CONSIDERANT les risques de remobilisation des terrains et/ou de remontée de gaz de mines que pourrait entraîner un pompage de l'eau dudit réservoir minier au moyen des

conduites citées supra ;

CONSIDERANT la nécessité de disposer d'un état de référence récent des caractéristiques physico-chimiques de l'eau d'ennoyage des mines ;

CONSIDERANT d'une part la présence et l'importance des forages du Syndicat Intercommunal des Eaux de Basse-Vigneulles et Faulquemont pour l'alimentation en eau potable et, d'autre part, l'incertitude relative à la progression de panaches minéralisés vers ces mêmes forages ;

CONSIDERANT les recommandations de toutes natures émises par le pétitionnaire et visant entre autre à restreindre les possibilités de forage autour des remontées potentielles d'eau de mines ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

ARRETE

Article 1 :

Charbonnages de France, 100 Avenue Albert 1^{er}, 92500 RUEIL MALMAISON, est autorisé, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées aux articles 2 à 6 du présent arrêté, à procéder à l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés aux concessions de mines de houille de FAULQUEMONT, HAUTES VIGNEULLES 2, LONGEVILLE et SAINT-LEONARD selon les modalités décrites à l'appui de sa déclaration.

Ces concessions portent sur le territoire des communes de Niedervisse, Obervisse, Boucheporn, Longeville-les-Saint-Avoid, Saint-Avoid, Valmont, Laudrefang, Folschviller, Teting-sur-Nied, Pontpierre, Tritteling, Narbefontaine, Hallering, Marange-Zondrange, Fouligny, Haute-Vigneulles, Fletrange, Guinglange, Crehange, Faulquemont, Vahl-les-Faulquemont, Bambiderstroff et Zimming

Article 2 : Mesures complémentaires relatives aux parcelles 27 et 28 d'assise des Puits 1 et 2 situés sur l'ancien carreau de FAULQUEMONT

Charbonnages de France réalisera une étude complémentaire visant à déterminer la dimension du périmètre d'aléa affaissement autour des puits 1 et 2.

En application des recommandations figurant dans le dossier d'arrêt de travaux présenté par Charbonnages de France, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires à :

- rendre inconstructible ledit périmètre d'aléa autour des puits 1 et 2 tel que défini ci-dessus ;
- garantir l'accès aux anciens puits 1 et 2 au moyen de véhicules (camion ou engins appropriés) afin de permettre toute intervention exigée par la sécurité publique.

Ces servitudes seront inscrites par les soins du pétitionnaire au livre foncier de la Moselle. Charbonnages de France produira au Préfet un document récapitulant ces servitudes afin d'être portées à la connaissance et intégrées au plan local d'urbanisme de la commune de Crehange.

Article 3 : Mesures complémentaires concernant les conduits du Puits 1 de l'ancien carreau de FAULQUEMONT

Deux conduits seront conservés en l'état de manière à disposer d'un moyen d'accès à l'eau du réservoir minier à des fins de prélèvements et de suivis des qualités physico-chimiques de cette eau. Ces conduits devront être munis d'un dispositif de fermeture à serrure et la parcelle d'assise clôturée munie d'une porte d'accès verrouillée.

Tout autre usage de ces conduits devra faire l'objet d'une étude et d'une consultation préalable des services de l'Etat chargés de la Police de l'Eau.

La conservation des dits conduits est toutefois conditionnée par l'existence d'un acquéreur de leur parcelle d'assise et la production d'un document aux services de la DRIRE certifiant que le nouveau propriétaire a pris connaissance des restrictions d'usages ci-dessus et qu'il prend la responsabilité de ces installations.

Les informations relatives à cet ouvrage seront transmises au Préfet par l'exploitant et feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs disponible en Préfecture de la Moselle. Si aucun repreneur ne se manifeste dans les 6 mois qui suivent cette publication, Charbonnages de France procèdera à l'obturation définitive de l'ensemble des conduits encore existants.

Article 4 : Mesure complémentaire concernant la qualité physico-chimique de l'eau du réservoir minier.

Charbonnages de France réalisera une analyse aux points bas, milieu et haut de l'eau du réservoir minier.

Les résultats indiqueront au minimum les valeurs liées aux éléments suivants : HAP, Hydrocarbures totaux, conductivité, pH, SO₄, Cl, Na, K, Ca, Mg, Fe, Mn, Ni, HCO₃, NO₃.

L'ensemble de ces résultats sera transmis à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) dans le délai fixé à l'article 7 du présent arrêté.

Article 5 : Mesures concernant la réalisation d'un forage de contrôle.

Un sondage piézométrique destiné à permettre une surveillance de la qualité physico-chimique de l'eau et à suivre la minéralisation de la nappe des Grès du Trias devra être réalisé à la charge de Charbonnages de France.

Le pétitionnaire réalisera le sondage dont la pérennité sera garantie à l'horizon 2035 ou produira un contrat avec un tiers garantissant la réalisation du sondage par ledit tiers avant le 01/01/2035.

Afin d'optimiser l'emplacement dudit sondage, Charbonnage de France produira une étude dont les conclusions seront transmises à la DRIRE avant la signature du contrat évoqué ci-dessus ou avant la réalisation du sondage.

Article 6 : Mesures concernant les recommandations émises par Charbonnages de France.

Charbonnages de France produira un document de synthèse en 20 exemplaires destiné à porter à la connaissance des communes concernées et des services les restrictions de toutes natures au droit des zones exploitées et celles liées à la réalisation de tout forage autour des remontées potentielles d'eau de mines.

Ce document comportera entre autre une carte à l'échelle 1/25000 sur laquelle figureront :

- les points de remontées potentielles d'eau de mine dans la nappe des GTi ;
- l'emplacement des puits Faulquemont 1 et 2 ;
- l'emprise des exploitations objet du présent arrêté ;
- toutes les zones frappées de restrictions en précisant la nature de celles-ci ;
- les limites des communes concernées ;
- l'emplacement prévu du sondage faisant l'objet de l'article 5 supra ;
- l'emplacement des captages AEP du Syndicat des Eaux situés à proximité.

Article 7 : Délais de réalisation des travaux.

L'ensemble des travaux d'arrêt définitif devra être réalisé dans le délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Article 8 :

Charbonnages de France avisera la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine à Metz, du début effectif des travaux et lui adressera en deux exemplaires un compte rendu de l'ensemble des travaux d'arrêt définitif au terme de l'opération. Un état des lieux précis devra être établi, accompagné de plans ou schémas de situation pour chacun des travaux. Des photographies montrant les phases des travaux qui ne seront plus visibles à la fin seront jointes.

Article 9 :

L'arrêt définitif ne peut être prononcé qu'après le récolement par la DRIRE de la bonne exécution des mesures prévues aux articles 1 à 6 figurants ci-dessus.

Article 10 :

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

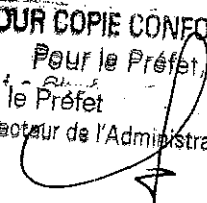
Article 11 :

Le secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Charbonnages de France, publié au recueil des actes administratifs de Moselle et dont copie sera adressée pour information à :

- Monsieur le Sous-Préfet de BOULAY ;
- Monsieur le Sous-Préfet de FORBACH ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Général, Commandant de la Région Terre Nord Est ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de la Moselle;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Niedervisse, Obervisse, Boucheporn, Longeville-les-Saint-Avoid, Saint-Avoid, Valmont, Laudrefang, Folschviller, Teting-sur-Nied, Pontpierre, Tritteling, Narbefontaine, Hallering, Marange-Zondrange, Fouligny, Haute-Vigneulles, Fletrange, Guinglange, Crehange, Faulquemont, Vahl-les-Faulquemont, Bambiderstroff et Zimming.

Metz, le 31 MAI 2005

POUR COPIE CONFORME
Pour le Préfet
Pour le Préfet
Le Directeur de l'Administration Générale

Stéphane HAMAN

LE PREFET


Bernard HAGELSTEEN